



Professeur Dapo Akande

Candidat du Royaume-Uni pour la
Commission du droit international 2021



Avant-propos du Ministre des Affaires étrangères

Le Royaume-Uni a le plaisir de nommer le Professeur Dapo Akande comme candidat à l'élection à la Commission du droit international pour le mandat 2023-2027. Le Royaume-Uni a toujours fermement soutenu la Commission du droit international et est fier de l'expérience que les experts britanniques du droit international ont mise au service de ses travaux. Je suis convaincu que le Professeur Akande est parfaitement placé pour continuer à renforcer cette contribution.

Avec à son actif vingt-cinq ans d'expérience juridique, le Professeur Akande est exceptionnellement bien qualifié pour être membre de la Commission. En effet, non seulement est-il l'un des meilleurs juristes du Royaume-Uni, mais c'est aussi un expert mondialement reconnu en droit international public, tant pour ses travaux de recherche que pour sa carrière de praticien indépendant. Ayant obtenu un premier diplôme d'avocat au Nigeria, il est aujourd'hui professeur de droit international public à l'École de gouvernement de



Blavatnik à l'université d'Oxford. Il est membre des comités consultatifs ou éditoriaux de plusieurs revues de droit international en Europe, Amérique, Afrique et Asie. Il a diffusé ses recherches dans plus de soixante publications sur tout un éventail de sujets de droit international.

Le Professeur Akande a été consultant auprès d'organisations internationales, dont les Nations Unies (ONU), l'Union africaine, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la Cour pénale internationale, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, et le Secrétariat du Commonwealth. En sa qualité d'avocat-conseil ou d'expert-conseil, le Professeur Akande a travaillé sur des contentieux internationaux devant la Cour internationale de justice, le Tribunal international du droit de la mer, l'Organisation mondiale du commerce, la Cour pénale internationale et la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi que sur des affaires relevant du droit international public devant des tribunaux nationaux. Au cours de sa carrière, il a représenté non seulement des gouvernements, mais également des individus requérants. Le Professeur Akande a en outre formé des gouvernements du monde entier au droit international, démontrant ainsi son engagement à promouvoir les normes les plus élevées en matière de droit international.

C'est pour toutes ces raisons que je soutiens fermement la candidature du Professeur Akande aux élections à la Commission du droit international qui se tiendront lors de la 76e session de l'Assemblée générale de l'ONU en novembre 2021. J'espère que les membres de l'ONU auront l'occasion dans les prochains mois de rencontrer Professeur Akande et de s'entretenir avec lui, virtuellement ou en personne. Ainsi, je suis sûr que vous reconnaîtrez l'expertise, l'énergie et la rigueur extraordinaires que le Professeur Akande apporterait aux travaux de la Commission.

J'ai le plaisir de recommander à tous les membres de l'ONU la candidature du Professeur Akande pour cette importante mission.



Le très honorable Dominic Raab
Ministre des Affaires étrangères,
du Commonwealth et du Développement et
Premier Secrétaire d'État

Message de présentation du Professeur Dapo Akande

Je suis heureux et honoré d'être le candidat du Royaume-Uni à l'élection à la Commission du droit international pour le mandat 2023-2027.

J'ai la chance d'exercer, depuis plus de vingt-cinq ans, une carrière d'universitaire et de praticien du droit. Je suis actuellement professeur de droit international public à l'université d'Oxford, et j'ai également enseigné le droit international dans plusieurs grandes universités du monde entier. Praticien du droit, j'ai conseillé de nombreuses organisations internationales, notamment des agences des Nations Unies (ONU), l'Union africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Secrétariat du Commonwealth, ainsi que de nombreux gouvernements nationaux. Je suis l'auteur ou coauteur de plus de soixante publications sur un large éventail de sujets du droit international, notamment *Oppenheim's International Law : The United Nations [Droit international d'Oppenheim : les Nations Unies]*. L'un des points forts de ma carrière fut la fondation d'*EJIL :Talk!*, le blog populaire de l'*European Journal of International Law*.

Je souhaite me faire élire à la Commission parce que je pense



« Je souhaite me faire élire à la Commission parce que je pense pouvoir contribuer de manière significative à ses travaux »

pouvoir contribuer de manière significative à ses travaux. Mes recherches et mes activités couvrent une gamme étendue de domaines du droit international. Je m'intéresse tout particulièrement au développement des principes et des institutions juridiques qui sous-tendent la coopération internationale, aident à résoudre les conflits internationaux et, in fine, promeuvent le bien-être de l'individu. Ma contribution à la Commission puiserait beaucoup dans mon long parcours mêlant expérience universitaire et pratique au Royaume-Uni et dans le monde entier.

Au cours de ma carrière, j'ai tissé des relations solides avec différents acteurs de la communauté juridique internationale, et c'est dans un esprit de collégialité et de coopération que je travaillerais avec les autres membres de la Commission et de la Sixième Commission (questions juridiques) de l'ONU. Je suis dévoué à la défense des normes les plus élevées en matière de droit international et au développement progressif du système juridique international.

J'ai une vision très nette du rôle que je souhaiterais jouer au sein de la Commission du droit international. Si j'étais élu, mon principal objectif serait de protéger la contribution positive qu'apporte la Commission dans la résolution des problèmes de droit international d'aujourd'hui. J'agis également en étroite collaboration avec les États membres des Nations Unies pour identifier des sujets à examiner et mettre au point des solutions. Enfin, je veillerais à ce que la Commission concilie les normes d'expertise juridique technique les plus rigoureuses et



une prise en compte attentive des besoins de l'ensemble de la communauté internationale.

Je suis fier de la réputation que j'ai acquise de contribuer à expliquer à des publics très variés l'importance du droit international, et de mettre mon expérience au service de son application. Ce serait un privilège de jouer un rôle constructif dans le développement progressif du droit international et sa codification en contribuant aux travaux essentiels de la Commission qui visent à clarifier les règles sur lesquelles est fondée la coopération internationale et qui aident à promouvoir un système de relations internationales juste et pacifique.

Je vous remercie de votre appui.

Professeur Dapo Akande

Professeur Dapo Akande

Curriculum Vitae

Expérience universitaire utile

Université d'Oxford :

Professeur de droit international public, École de gouvernement de Blavatnik (depuis 2014); codirecteur, Institut de l'Éthique, du Droit et des Conflits armés d'Oxford (depuis 2009); membre du conseil d'administration de St Peter's College, puis d'Exeter College, Oxford (depuis 2004).

Auparavant, enseignant universitaire en droit international public, puis chargé de recherches (2004 — 2014); codirecteur, Programme Oxford Martin sur les droits de l'homme pour les générations futures (2013-2017); codirecteur, stage universitaire d'été des universités d'Oxford/ George Washington (2007-2010).

Postes de professeur invité :

Université de Vienne (2018); Faculté de droit Católica Global, Lisbonne (2014-2018); professeur invité Sir Ninian Stephen, Faculté de droit de l'université de Melbourne (2015); Faculté de droit de l'université de Miami (2000-2009); Faculté de droit de Yale (2008-09).

Postes de maître de conférences invité :

Médiathèque de droit international des Nations Unies (depuis

2011); cours régionaux de droit international des Nations Unies (depuis 2018); Académie de droit international de Séoul (Académie diplomatique nationale de Corée) (2018-2020); directeur, université d'été de Nuremberg (2015).

Enseignant en droit : Université de Durham (2000-2004); Université de Nottingham (1998-2000); directeur de thèses de droit international, Christ College & Wolfson College, Université de Cambridge (1996-1998); enseignant et assistant de recherche, London School of Economics and Political Science (1994-1998).

Missions consultatives auprès des organisations internationales et des gouvernements

Nations Unies :

- » Opinion collective pour le Coordinateur résident des Nations Unies dans l'État de Palestine (UNRC) (2017);
- » Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), consultant en droit relatif aux opérations de secours humanitaire dans les situations de conflits armés (2013-2016);

- » Conseiller, rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires pour un rapport destiné à l'Assemblée générale de l'ONU intitulé « Drones, droit à la vie, assassinats ciblés » (2014).

Union africaine :

- » Membre, Groupe de travail technique, avis consultatif de la Cour internationale de justice sur l'immunité des chefs d'État (2018-2019);
- » Consultant, avis consultatif de la Cour internationale de justice sur l'immunité des chefs d'État (2013);
- » Consultant, examen du statut de la Cour pénale internationale (2009);
- » Consultant, Loi type générale africaine sur la lutte contre le terrorisme (2005-06).

Autres organisations internationales :

- » Opinion collective pour le Secrétaire général, Organisation des États américains sur une question présentée devant la Cour pénale internationale (2020);
- » Conseiller auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en matière de droit des organisations internationales (2019);

- » Membre du Groupe international d'experts, Centre d'excellence de l'OTAN pour la cybersécurité en coopération, Guide de Tallinn sur le droit international applicable aux cyberopérations (2015-16);
- » Consultant, Secrétariat du Commonwealth, Guide du droit international humanitaire (2013) et membre du Groupe de travail d'experts sur l'examen de la Loi type du Commonwealth sur l'application du statut de Rome de la Cour pénale internationale (2011).

Gouvernements nationaux :

- » Conseiller, Gouvernement japonais, questions de droit international (depuis 2020);
- » Expert en droit international, enquête publique en Nouvelle-Zélande dans l'opération Burnham, sur la conduite des forces de défense néozélandaises en Afghanistan (2019);
- » Conseiller, Groupe parlementaire britannique multipartite sur les drones, enquête sur la collaboration du Royaume-Uni avec ses partenaires dans l'utilisation de drones armés (2015-2018);
- » Consultant auprès du ministère des Affaires étrangères des Philippines (au nom du Groupe de travail mixte ASEAN/Chine concernant la Déclaration sur la conduite des Parties dans la mer de Chine méridionale) sur « le Concept de la menace ou du recours à la force dans le droit international » (2015);
- » Conseiller du Gouvernement du Botswana pour la rédaction de la législation visant à mettre

en œuvre les obligations en vertu du statut de la Cour pénale internationale (2013);

- » Conseiller d'un État du Moyen-Orient sur l'application des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'Iran (2010).

Tribunaux internationaux

Cour internationale de justice : Avocat-conseil pour l'Ouganda, Affaire d'activités armées (République démocratique du Congo c. Ouganda) phase des réparations (depuis 2018); avocat-conseil pour la Zambie, Avis consultatif sur l'archipel des Chagos (2018).

Tribunal international du droit de la mer : Avocat-conseil pour le Nigeria, affaire du navire-citerne « San Padre Pio » (Suisse c. Nigeria) No 2 (depuis 2019), et affaire du navire-citerne « San Padre Pio » (Suisse c. Nigeria), mesures provisoires (2019).

Cour pénale internationale : Conseils confidentiels au Bureau du Procureur sur les arguments de droit international à présenter à la Cour (2019); expert en droit international pour l'avocat de la défense, le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud (depuis 2020).

Cour européenne des droits de l'homme : Avocat-conseil pour le requérant, Hanan c. Allemagne (2021); conseil aux requérants, Sydorenko c. Ukraine et Russie; Obukhivskyy c. Ukraine et Russie; Vakhovskyy c. Ukraine et Russie (2016).

Tribunaux de commerce international : Conseiller pour un État asiatique, Groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (depuis 2020).

Tribunaux d'arbitrage : Expert, sous les instructions des requérants : Enron Nigeria Power Holding Ltd (îles Caïmans) c. Gouvernement de l'État de Lagos Nigeria; et Power Holding Company of Nigeria & République fédérale du Nigeria, affaire N° 14 417/EBS/VRO, Arbitrage de la Chambre de commerce international à Londres (2007).

Divers : Avocat-conseil adjoint dans plusieurs affaires devant la Cour internationale de justice, le Tribunal international du droit de la mer, et les groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain et de l'Organisation mondiale du commerce (1994-2000).

Juridictions nationales

Depuis 1998, engagé comme conseiller, expert ou adjoint dans plusieurs affaires portées devant des tribunaux et cours en Angleterre, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Pakistan.

Membre, Essex Court Chambers (depuis 2020).

Sélection de formations pour agents du gouvernement

Depuis 2004 : Coordinateur (jusqu'en 2017) et tuteur, Royal Navy britannique, Programme d'Oxford de formation en droit international destiné aux juristes militaires et coprésident, Programme de formation de cadres en jugement et en leadership militaires (2020).

2016-2020 : Enseignant, Cabinet du Directeur fédéral du ministère public nigérian/armée nigérienne, ateliers de renforcement des capacités visant à renforcer la justice et la responsabilisation au Nigeria.

2005, 2007, 2012 : Enseignant, agents de gouvernements de la région Asie-Pacifique, application du statut de la Cour pénale internationale.

2010 : Organisateur, ministère des Affaires étrangères du Danemark, stage intensif pour le nouveau directeur du département des Affaires juridiques.

2005 : Formateur, Gouvernement soudanais, formation de hauts fonctionnaires du gouvernement et de juges soudanais en droit international humanitaire.

Ouvrages

- » *Oxford Guide to International Humanitarian Law* [Guide Oxford du droit international humanitaire], Saul & Akande (éd., 2020) ;
- » *Human Rights and 21st Century Challenges: Poverty, Conflict and the Environment* [Les droits de l'homme face aux défis du 21e siècle : pauvreté, conflits et environnement] Akande, Kuosmanen, McDermott & Roser (éd., 2020) ;
- » *Oppenheim's International Law : The United Nations* [Droit international d'Oppenheim : les Nations Unies], avec Higgins, Webb, Sivakumaran & Sloan (2017) ;
- » *Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations* [Guide de Tallinn 2.0 du droit international applicable aux cyberopérations], Membre du groupe international d'experts auteurs de l'ouvrage (2017) ;
- » *Practitioner's Guide to Human Rights in Armed Conflict* [Guide pratique des droits de l'homme dans

les conflits armés], éditeur consultant avec Murray, Garraway, Hampson, Lubell & Wilmshurst (2016) ;

- » *Oxford Companion to International Criminal Law and Justice* [Guide Oxford du droit et de la justice pénaux internationaux], éditeur avec Cassese et al. (2009).

Sélection de chapitres d'ouvrage et d'articles de revues

- » « Conflict-induced Food Insecurity and the War Crime of Starvation of Civilians as a Method of Warfare: The Underlying Rules of International Humanitarian Law » [*L'insécurité alimentaire engendrée par les conflits et le crime de guerre de famine utilisée contre les civils comme méthode de guerre : règles fondamentales du droit international humanitaire*], 2019, *Journal of International Criminal Justice* (avec E-C. Gillard) ;
- » « Treaty Law and ICC Jurisdiction over the Crime of Aggression » [*Droit conventionnel et compétence de la CPI en matière de crime d'agression*], 2018, 29, *European Journal of International Law* p. 939 (avec A. Tzanakopoulos) ;
- » « International Organizations » [*Les organisations internationales*], dans Evans (éd.) *International Law*, 2018 ;
- » « Arbitrary Withholding of Consent to Humanitarian Relief Operations in Armed Conflict » [*Refus arbitraire de consentement à autoriser les opérations de secours humanitaire dans les conflits armés*], 2016, 92, *International Law Studies* p. 483 (avec E-C. Gillard) ;
- » « The International Law Framework Regulating the Use of Armed Drones » [*Cadre réglementaire du droit international pour l'utilisation des drones armés*], 2016, 65, *Int. & Comp. Law Q* p. 791 (avec C. Heyns, L. Hill-Cawthorne & T. Chengata) ;
- » « Selection of the International Court of Justice as a Forum for Contentious and Advisory Proceedings (Including Jurisdiction) » [*Sélection de la Cour internationale de justice comme forum pour les procédures contentieuses et consultatives (y compris la compétence)*], 2016, 7, *Journal of International Dispute Settlement* p. 320 ;

- » « Clarifying Necessity, Imminence, and Proportionality in the Law of Self-Defense » [*Clarifier la nécessité, l'imminence et la proportionnalité dans le droit de l'autodéfense*], 2013, 107, *American Journal of International Law* p. 563-570 (avec T. Lieflaender) ;
- » « Immunities, International Crimes and Foreign Domestic Courts » [*Immunités, crimes internationaux et juridictions nationales étrangères*] 2010, 21, *European Journal of International Law* p. 815-852 (avec S. Shah) ;
- » « International Law Immunities and the International Criminal Court » [*Immunités dans le droit international et la Cour pénale internationale*], 2004, 98 *American Journal of International Law* p. 407-433 ;
- » « The Jurisdiction of the International Criminal Court over Nationals of Non-Parties: Legal Basis and Limits » [*Compétence de la Cour pénale internationale concernant les ressortissants de non-parties : fondements et limites juridiques*], 2003, 1, *Journal of International Criminal Justice* p. 618-650 ;
- » « The International Court of Justice and the Security Council: Is there Room for Judicial Control of Decisions of the Political Organs of the United Nations » [*Cour internationale de justice et Conseil de sécurité : le contrôle juridictionnel des décisions des organes politiques des Nations Unies est-il possible ?*], 1997, 46, *International and Comparative Law Quarterly* p. 309-343 ;
- » « The Role of the International Court of Justice in the Maintenance of International Peace » [*Rôle de la Cour internationale de justice dans le maintien de la paix internationale*], 1996, 8 *African Journal of International and Comparative Law*, p. 592-616.
- » Membre du comité de rédaction, **American Journal of International Law [Revue américaine du droit international]** (depuis 2013) ;
- » Membre du comité consultatif, **Israel Law Review [Revue israélienne du droit]** (depuis 2015) ;
- » Membre du comité de rédaction, **Nigerian Yearbook of International Law [Annuaire nigérian du droit international]** (depuis 2015) ;
- » Membre du comité consultatif, **Ethiopian Yearbook of International Law [Annuaire éthiopien du droit international]** (depuis 2015) ;
- » Membre, **Africa Group for Justice and Accountability [Groupe pour la justice et la responsabilisation en Afrique]** (depuis 2016) ;
- » Membre, comité consultatif, **International Centre for Transitional Justice [Centre international pour la justice transitionnelle]** (depuis 2011) ;
- » Membre, **Legal Advisory Board, Protect Education in Insecurity and Conflict (Qatar) [Comité consultatif juridique, protéger l'éducation dans l'insécurité et les conflits (Qatar)]** (2010-2013) ;
- » Membre du comité consultatif scientifique, puis du comité de rédaction, **European Journal of International Law [Journal européen du droit international]** (2007-2017) ;
- » Membre, comité de rédaction, **African Journal of International and Comparative Law [Revue africaine du droit international et comparé]** (2007-2013).

Adhésion à des conseils académiques, revues et organismes de recherche (sélection)

- » Administrateur, **British Institute of International and Comparative Law [Institut britannique du droit international et comparé]** (depuis 2017) ;

Formation

- » **Université d'Oxford, maîtrise** (2004, décernée par résolution) ;
- » **London School of Economics and Political Science, maîtrise de droit** (1994) ;
- » **Faculté de droit nigérienne**, diplôme d'avocat et de conseiller juridique (1993) ;
- » **Université d'Ife (Nigeria), licence en droit** (1992).



Foreign, Commonwealth
& Development Office

Pour plus d'informations sur la candidature du
Professeur Dapo Akande à la Commission du
droit international, veuillez contacter :

Rebecca Russo et Anne Jenkins

Foreign, Commonwealth and Development Office

Rebecca.Russo@fcdo.gov.uk

Anne.Jenkins@fcdo.gov.uk

**Dapo
Akande**

UK Candidate for the
International Law
Commission